

sur des roulettes. Pour lui, ces trois exemples insignifiants montrent à quel point tout va bien.

Le ministre a parlé de la protection de notre culture et de notre identité canadienne. Nous pouvons presque prendre un accent du sud et proclamer: «Avec notre gouvernement, nous n'avons rien à craindre en ce qui concerne notre culture et notre identité, et nous n'avons pas l'intention de nous laisser assimiler par ces coquins du sud.» Voilà où en sont les choses. Nos vis-à-vis ont une préoccupation paranoïaque, presque pathologique, avec une illusion grâce à laquelle ils essaient de s'assurer des votes. Ils essaient d'ériger un grand croque-mitaine, tout comme, d'ailleurs, les députés du Nouveau parti démocratique, assis à ma gauche. Ce grand croque-mitaine des États-Unis va venir chez nous, nous étouffer dans son étreinte, nous arracher toute notre identité et toute notre culture canadiennes, et nous laisser dépourvus.

Le ministre a également parlé de l'esprit d'initiative des hommes d'affaires canadiens. Je peux lui dire moi, ainsi qu'à mes amis assis à ma gauche, ce qui suscitera un tel esprit. Ce ne sont pas davantage de mesures de contrôle, de mesures fiscales étouffantes, de lois sur la concurrence, de lois d'encouragement à l'investissement et de codes du travail qui ont pour effet de faire intervenir la gestion gouvernementale dans le secteur privé. Ce sont des stimulants qui susciteront un tel esprit.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: La libre entreprise mourra faute de stimulants. Je ne comprends pas pourquoi les députés assis à ma gauche occupent cette place. Ils devraient se trouver en face. Ils sont de même bord. Seuls les stimulants réaliseront cet objectif, et non pas davantage de contrôles, de bureaucrates du gouvernement, d'offices, de commissions et de fonctionnaires qui tous s'en prennent à l'entrepreneur individuel pour restreindre la liberté de toutes les façons possibles et imaginables.

Le chef du parti néo-démocrate et d'autres membres de ce parti disent que nous évitons de nous prononcer sur les deux aspects de cette politique. Y a-t-il un meilleur exemple à offrir que ce que nous avons vu aujourd'hui? Quand ils prennent la parole, ils affirment: «L'amitié est essentielle. Les États-Unis doivent demeurer nos amis, mais en même temps, s'ils ne se comportent pas bien, imposons-leur la clôture et interrompons cet afflux d'investissement privés.» Leur solution ne prévoit pas de stimulants fiscaux, la libre entreprise ou la liberté individuelle. Ils préconisent le contrôle de l'État et le socialisme absolu.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Ils accueillent les capitaux américains, mais seulement s'ils tombent sous la coupe de l'État. Les députés d'en face ne s'éloignent pas tellement de cette philosophie compte tenu du genre de lois présentées depuis que le premier ministre (M. Trudeau) est en fonction. Nous avons lu le rapport Gray et ses recommandations étouffantes, si ce qu'on y lit...

Une voix: Bravo!

M. Nielsen: Le député d'en face applaudit. Cela me persuade davantage qu'il devrait être à ma gauche ou que ceux qui sont à ma gauche devraient être près de lui. La nouvelle mesure fiscale paralyse entièrement toute productivité minière au Canada, notre deuxième industrie en importance. Nous constatons que des dispositions concernant la propriété étrangère sont insérées dans chaque

projet de loi que présente le gouvernement. Nous sommes saisis de mesures législatives insidieuses, telles que la loi pour stimuler les placements qui nous achemine plus ou moins vers une socialisation intégrale des placements au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Nielsen: Nous constatons que la Corporation de développement du Canada est établie sous prétexte de favoriser la propriété canadienne, mais qu'en réalité il s'agit d'un dispositif qui permet au gouvernement de tout nationaliser au Canada. Nous avons la loi sur la concurrence et le Code du travail que j'ai déjà mentionnés. Ce sont là quelques-unes seulement des initiatives du gouvernement. Si le ministre du Revenu national (M. Gray) était un ministre compétent et s'il était franc avec la Chambre lorsqu'il a parlé de ce que le gouvernement avait fait pour favoriser la propriété étrangère, il aurait pris les mesures qui s'imposaient. Il lui est impossible de justifier ses propos sans donner son appui à la motion proposée par le NPD et qui fait l'objet du présent débat. Les critiques n'ont pas manqué, mais elles n'ont apporté rien de constructif.

Le chef du Nouveau parti démocratique se dit en faveur de la création d'un organisme d'examen préalable. Il accepterait celui que recommandait le rapport Gray, qui a fait l'objet de fuites, mais il souhaiterait que cet organisme dispose de pouvoirs beaucoup plus étendus. De fait, ce qu'il voudrait c'est que le rapport Gray recommande le contrôle absolu par une bureaucratie établie par le gouvernement aux fins de décider quand, où, comment, dans quelle mesure et de quelle façon les capitaux étrangers pourront être investis dans notre pays.

L'hon. M. Côté: Bravo!

M. Nielsen: J'entends à nouveau des «bravos» venant de l'autre côté. C'est bien naturel, c'est leur mesure. C'est le ministre des Postes lui-même (M. Côté) qui dit cela. Je vois déjà la Corporation de développement du Canada prenant possession de tout son ministère; il ne devrait donc pas crier «bravo» trop vite. Il pourrait se retrouver sans travail.

Le chef du Nouveau parti démocratique désire également une restructuration de la Corporation de développement du Canada. Il veut qu'elle ait les pouvoirs d'acheter des parts dans les sociétés multinationales. On entend tellement parler de ces sociétés multinationales que les Canadiens doivent maintenant avoir des cauchemars chaque fois que ces termes sont prononcés. Ils doivent voir une pieuvre géante avalant le Canada, dont les tentacules que sont les grandes sociétés multinationales l'étouffent jusqu'à la mort. Qu'est-ce que cela signifie? Les sociétés multinationales ont aidé le Canada à arriver où il en est aujourd'hui. Si elles n'étaient pas venues déverser tout leur capital-risque dans ce pays, spécialement dans le Nord, cette région ne serait absolument pas développée.

Je connais leurs opinions, monsieur l'Orateur. Leur chef les a exposées plusieurs fois à la Chambre. Il y entre d'ailleurs en ce moment. J'espère qu'il me contredira si je cite mal ses déclarations. Il aimerait que les ressources du Nord soient surgelées jusqu'à ce que nous en ayons besoin. Ce sont ses propres paroles. C'est ce qu'il veut. Cela ne correspond pas à mon idée de développement national ou de développement régional. Ce n'est pas moi qui ai eu l'idée de faire participer les différentes parties du Canada à la construction globale du pays.